

## PENSEE DU MOIS

*"Les peuples comme les individus, peuvent bien chercher à nier les questions non résolues qu'ils portent en eux. Ces questions reviennent régulièrement à la surface et se font répétitivement insistantes, tant qu'elles ne trouvent pas une claire résolution."*

*Claude Corbo (1996) in Les Conflits ethniques au Cameroun: Quelles sources, quelles solutions?, P. 19*

**N° 58 \* August 2005**



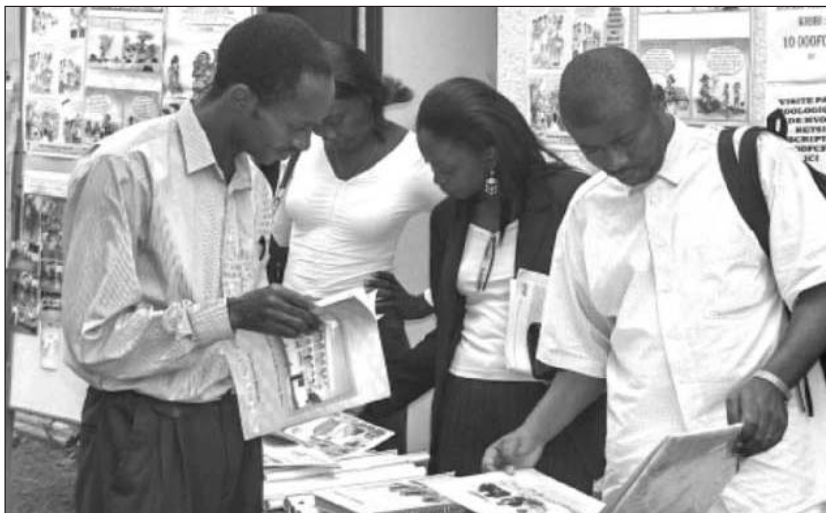
# PEACE NEWS

A bilingual Newsletter of the Ecumenical Service for Peace

## DEMOCRATIE ET INSTAURATION DE LA PAIX

- ▶ Les Institutions et leur rôle dans la démocratisation
- ▶ Rôles des partenaires sociaux dans la démocratisation
- ▶ Tribalisme et construction de la paix
- ▶ Le chemin démocratique des associations
- ▶ Revaloriser les droits à travers les cultures du terroir: Un défi à relever par la société civile
- ▶ Les élections: Sources de conflit
- ▶ Cameroonian Women and Political Empowerment: Marginalisation or Challenge?
- ▶ Domestic Violence in Cameroon
- ▶ The Effect of Ethnic Conflicts on Health and Well Being

P. 3-6



### CAMPAGNE CONTRE LES JOUETS GUERRIERS, LES FILMS VIOLENTS ET LES PETARDS

**Parents et enfants, dites NON aux jouets guerriers, pétards et films violents.**

**Soyez des militants de la non-violence et de la paix autour de vous.**

## INSCRIPTION SUR LES LISTES ELECTORALES

Citoyens du Cameroun, ne laissez pas faire à votre place. Les listes sont ouvertes depuis janvier. Allez-y, inscrivez-vous et faites valoir vos droits le moment venu.

Founded in 1995, the Ecumenical Service for Peace is a Christian, ecumenical and interreligious association whose mission is non-violent social transformation. Founded on a christian basis, it aims at setting up a society of participation based on Justice, Peace and Reconciliation.

### Transport urbain

Que cache la multiplicité des syndicats de taximen?  
P. 2

### Making Poverty History

The efforts of SeP  
P. 2

### Jeunes et réduction de la pauvreté

L'expérience de l'ASSEJA  
P. 7

### Campagne contre les violences

Femmes et enfants en avant-garde pour vaincre la violence  
P. 8

## Transport urbain Que cache la multiplication des syndicats de taximen ?

*Au Cameroun, la liberté d'association et donc la liberté syndicale est reconnue par la loi. C'est dire que tout travailleur qui le désire peut créer un syndicat. Or, il en existait déjà dans le secteur du transport urbain. Cependant, il s'en crée encore à un rythme effréné. De quatre, on en est aujourd'hui à dix. Dans les deux dernières années uniquement, six syndicats se sont créés. Est-ce à dire que tout comme les partis politiques on assistera bientôt à une prolifération exponentielle des syndicats ?*

Si l'on en croit M. Ndefossokeng Jean Collins, qui vient de créer le Syndicat National des Taximen (SYNATA), les syndicats déjà existants ont failli à leur mission de protection des intérêts des taximen, raison pour laquelle il a jugé bon de créer une nouvelle structure. Le Synata se donne ainsi pour ambition de lutter contre les tracasseries policières, et de stabiliser la flambée du carburant à la pompe ou de faire augmenter le prix du ramassage, le portant ainsi à 200FCFA. C'est dire que ce nouveau venu dans le secteur ne manque pas d'ambitions.

La faiblesse structurelle des syndicats existants dans le transport urbain est un problème réel. On peut ajouter à ce facteur, le manque d'expérience de leurs dirigeants. Le gouvernement, qui ne souhaite pas l'émergence d'un contre-pouvoir social fort a tôt fait de recuser leur financement sur fonds publics comme c'est le cas pour les partis politiques et dans une moindre mesure, la presse. Il ne se prive pas non plus de jouer les uns contre les autres. A ce propos, M. Samen Patrice, président du Synactuicam (Syndicat National ..... ) qui revendique plus de 15 000 adhérents, rien que dans la ville de Yaoundé, s'étonne de ce que les contrôles mixtes regroupant police, ministère des transports et syndicats, puissent se dérouler avec des syndicats qui eux, revendiquent 1000 membres et même moins.

D'après M. Samen, le Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale est volontairement laxiste dans la délivrance des certificats d'enregistrement des syndicats. Il en conclue que « le Gouvernement préfère travailler avec des syndicats non représentatifs mais qui adhèrent à ses méthodes ».

### Relents d'affairisme

L'instauration du badge constitue également un paramètre de fragmentation du mouvement syndical, beaucoup de structures naissantes étant désireuses de partager la manne. Il faut rappeler que le badge a été imposé par les

pouvoirs publics sous la pression des syndicats. Il visait entre autres, la professionnalisation du métier de taximen ainsi que la sécurité dans le transport urbain.

Mais, très tôt, il a été perçu comme une source de revenus pour les syndicats. De fait, le badge coûte 5000 FCFA, somme dans laquelle les pouvoirs publics ne prélèvent que 1000 FCFA représentant le prix d'achat du timbre fiscal. Du coup, certains ont fait des calculs et pensent qu'ils pourraient sortir de l'ornière en créant leur propre syndicat, quitte à reléguer la défense des intérêts des travailleurs au deuxième plan.

Des pratiques aux relents d'affairisme auraient par ailleurs cours dans la profession. Des syndicats toucheraient des commissions sur l'impôt libérateur et les taxes de stationnement collectés auprès de leurs adhérents et reversés aux municipalités. Ces pratiques seraient monnaie courante à Douala, ville où sont installés la plupart des syndicats patronaux.

Ces manœuvres cachent un fait : l'absence de cotisations syndicales qui devraient faire vivre aisément les syndicats, ses dirigeants tout autant que ses adhérents. Cette absence de cotisations syndicales est le fait d'un manque de volonté politique. D'où l'informalisation dans laquelle est maintenue ce secteur d'activité. En effet ; les taximen n'ont pas de salaire indexé sur une quelconque grille. Ses cotisations sociales relèvent du mirage, cependant que l'assurance maladie est ignorée. Le taximan est une vache à lait que l'on tond et traie à volonté, l'administration des impôts, autant que les municipalités ou encore la police, sans que personne ne se soucie de son sort.

Dans un tel contexte, quoi de plus normal que fleurissent des stratégies de division et de diversion, les manœuvres d'intimidation et toute la panoplie des méthodes d'asservissement.

C'est ainsi donc que naissent des syndicats marrons qui n'ont pour seul objectif que d'augmenter le trouble dans un panier à crabe où personne ne se fait des cadeaux.

## Making poverty history The efforts of SeP

In view of adding the voices of youths to the global call to erase poverty and its dehumanising and gnawing repercussions on the populations of developing countries and the international community at large, in view of balancing responsibilities between adults and young people in collectively making the Millennium Development Goals (MDGs) a reality by 2015, in view again of creating a gateway for youths participation in the decision making process of Cameroon, and lastly, in view of cleaning up poverty as considered by the Indian Premier (1972) Indira Gandhi as the "Greatest polluter of all", SeP and its partners involved in the project **Youths and PRSP**, namely the German Technical Cooperation (GTZ) and the Friedrich Ebert Stiftung (FES) have been fuelling the locomotives of its national network of youth run associations/NGOs via the organisation of workshops and capacity building sessions in and out of Yaounde.

*"SeP and its partners are doing just what we have been craving for. This initiative is a means of canalising the fabulous energy and the remarkable initiatives that we (youths) have to offer to our government in order to contribute to the national struggle to make poverty history by completely eradicating it (poverty) and all what is causal to it as stipulated by goal one of the MDGs."* said a young participant at the end of a three days workshop organised in Buea at the Pan African Institute of Development (PAID) on the 9<sup>th</sup>, 10<sup>th</sup>, and 11<sup>th</sup> of May 2005 on the theme: "Youths of the south west and the PRSP; what strategies for the fight against poverty in your region?"

It was after a keen review of best organised youth run associations in Limbe and Buea that the 27 participating associations were selected. Delegated by their various associations, the young participants brainstormed over issues that they felt preponderant to the development of our country. According to them, emphases have to be laid on their decisions during the next revision of the PRSP in view of its transparent implementation. Some of these issues are: government accountability on its expenses, the development of Small and medium size enterprises, an increase in

professional training centres for the reinforcement of the human capacities of the population that will thus lead to an unrestrained increase in the financial capacities of the population. If this is done, poverty will in a long run be defined only in the past and not the presence or the future as it is the case today.

In Douala, during another workshop that took place on the 6<sup>th</sup>, 7<sup>th</sup>, and 8<sup>th</sup> of June 2005, on the same topic, same recommendations came up thus depicting the importance youths attach to being involved in the decision making process of the country.

True, poverty has become the first word pronounced by a child... It will be shameful for us to fold our arms hoping that a solution will sprout from the blues to get us out of the decrepitude of this issue. We are the ones to lead the war against poverty. It is not arguable that our future depends on us but for us to make this future a land full of roses surrounded by mountains of opportunities, our elders should ally with us rather than abandon us to fend for ourselves. Let's be hand in hand in this struggle so that we shall be hand in hand to celebrate the joy of victory.

There is a question that visits my lips when ever such issues are raised. What can make this wish a reality? In an humble attempt to answer the question, I found that this can not be possible in the absence of true rather than disguised efforts to win the war against corruption, it will be a reality if and only if our adults change their stereotype and narrow-mindedness about youths and rather encourage them to air out their views on issues that affect and afflict the well being of our dear Cameroon.

Therefore, an amalgam of youths and adult efforts to fight poverty, an eradication of the age long African thought that the voice of a young person is far from being one with intelligence, the believe by our adults that youths are the fountain of new ideas, and the willingness of our present leaders to grant or prepare young people to leadership positions will enlighten Cameroon, and together we shall participate effectively and knowledgeably in our efforts to talk about poverty in the past tense.

# Le Dossier

## DEMOCRATIE ET INSTAURATION DE LA PAIX

*La démocratie contribue à la recherche de la paix, étant donné qu'elle offre un environnement favorable à l'esprit d'initiative, la prise des responsabilités, l'acceptation des différences et des particularités. Par la démocratie, tout citoyen devrait pouvoir s'exprimer sur la marche de sa localité et du pays à travers différentes institutions qui l'incarnent.*

### Les institutions et leur rôle dans la démocratisation

Il est important dans un contexte de démocratisation que les citoyens connaissent et comprennent le rôle et le fonctionnement des institutions existantes. Il s'agit premièrement des institutions républicaines. Elles ont pour nom : le pouvoir exécutif, législatif et le pouvoir judiciaire. L'on y associe aussi les médias car la communication est un levain indispensable pour la consolidation des relations, la transparence et la culture citoyenne.

Le pouvoir exécutif est l'organe qui s'assure que le système politique est basé sur la justice, la coordination du travail et les institutions démocratiques qui fonctionnent. L'Etat devrait encourager une culture de participation, de consultation, d'autodétermination et de responsabilité.

Le pluralisme (multipartisme) devrait exister comme une partie intégrante de la démocratie. Les constitutions devront varier d'un pays à un autre, mais elles devraient être caractérisées par les éléments fondamentaux de la démocratie. La constitution doit être respectée par toute la constitutionnalité, car il est impossible d'avoir une constitution sans

constitutionnalité, tout comme il n'est pas possible d'avoir une démocratie sans démocrates.

Le pouvoir législatif crée et assure la promulgation des lois.

Quant à l'appareil judiciaire, il est chargé de l'institution du respect de la loi de la République ; on s'y réfère comme étant l'organe régulateur des activités tant publiques que privées. L'appareil judiciaire assure la promotion et la protection des droits fondamentaux de l'être humain afin de s'assurer que tous les membres de la société vivent en harmonie. Personne, y compris le Président, n'est au dessus de la loi.

Dans son sein fonctionnant, l'administration équitable de la justice est un outil efficace du processus de recherche de la paix.

Les médias, appelés quatrième pouvoir sont des observateurs acharnés de la vie politique, économique sociale, religieuse et culturelle d'une nation. Ils gardent éveillée la conscience collective des populations. Au sein des sociétés pluralistes (multipartistes), les médias devront œuvrer pour préserver l'harmonie en

déployant les vertus essentielles de vérité, de neutralité, d'impartialité et d'objectivité.

D'autres institutions comme les communautés de foi (institutions religieuses) sont aussi importantes dans l'animation de la vie. En tant que lieu d'adoration, de vérité et de solidarité, ces communautés devraient résolument et efficacement servir d'exemple au peuple et être au premier rang de la démocratie. A travers des outils comme les lettres pastorales, le prêtre a le devoir d'aider et de continuer à aider les autorités politiques ainsi que tous les croyants à établir la démocratie. L'Eglise est supposée jouer un rôle prophétique, prêcher la vérité. La démocratie doit être reflétée, modus operandi, dans les structures, les discours, la distribution, l'allocation ou la répartition des ressources, particulièrement au niveau des femmes, des jeunes et des enfants. A travers le dialogue, la justice, la paix, le plaidoyer pour la paix et l'amour du prochain, les communautés de foi soutiennent la réforme politique et jouent un rôle prophétique. Les institutions religieuses ne sont pas des outils du gouvernement. Elles accordent en priorité leur allégeance aux écritures.

### Rôle des partenaires sociaux dans la démocratisation

Globalement, les autres partenaires sociaux s'entendent les autres acteurs de la société civile. La société civile comprend à ce titre les syndicats, les fermiers, les artistes... qui participent activement dans le processus de démocratisation.

Une société civile puissante ne va pas fermer les yeux sur de mauvaises actions menées par le gouvernement. Elle s'assurera que l'Etat met en place une autorité légale ; elle devra également s'assurer que les divisions ethniques et les conflits tribaux ne menacent pas l'intégrité

nationale et la paix sociale.

Au sein de la société civile, les ONG travaillent avec la base et sont en contact permanent avec la population. Elles mènent un bon nombre d'interventions dans les domaines variés : santé, éducation, justice et paix, environnement, gouvernance... Elles contribuent aussi à l'amélioration des conditions de vie de la population à travers l'information, la formation, l'amélioration des infrastructures publiques.

Les ONG ont une relation claire avec le processus démocratique : elles soutiennent la

participation générale de la population dans la gestion des affaires publiques et assistent les communautés à se familiariser avec leurs droits et obligations.

En ce qui concerne la bonne gouvernance, les ONG jouent un double rôle important de partisans puissants et de conseillers en matière de gestion et communication transparentes et efficaces au sein des structures décentralisées. Les ONG sont partenaires dans la promotion du développement humain, de la démocratie et de la bonne gouvernance.

### Tribalisme et construction de la paix

Aujourd'hui, le mot tribalisme a pris une nouvelle connotation ; celle d'être associée au pouvoir. Ceci est très évident avec l'introduction du multipartisme. Les gens soutiennent seulement ceux de leur propre tribu, même quant les mauvaises personnes sont au pouvoir. Ceux qui sont au pouvoir ne s'occupent pas de ceux qui ne sont pas de leur tribu ou de leur région. Les nominations et les promotions ne sont pas méritées, les critères sont faits selon les considérations ethniques. Dans ces conditions, le tribalisme devient la cause d'inégalité dans le développement. Ainsi, les guerres civiles et ethniques sont nombreuses. Beaucoup de conflits ont causé des disparités sociales, économiques, et politiques dans le développement régional.

L'importance de l'ethnicité dans la recherche de la paix

L'appartenance à une tribu n'est pas négative en soi ; nous acceptons que les individus aient leurs caractéristiques distinctives. L'ethnicité facilite une coexistence pacifique des individus vivant dans un même environnement grâce aux échanges culturels, économiques et politiques. Les individus peuvent appartenir aux tribus de manière positive en imitant les bons exemples des autres.

Les conflits peuvent être résolus si l'ethnicité est positivement exploitée ; par exemple en exerçant les lois, les coutumes, les normes et les valeurs relevant de la résolution des conflits. Les moyens traditionnels de résolution des conflits sont intrinsèques à chaque tribu, malgré certaines objections. Dans beaucoup d'endroits en Afrique, les conflits sont

résolus au moyen des alliances sacrées, des mariages inter-ethniques, des cérémonies funéraires, de l'art et de l'artisanat, pour ne citer que quelques uns.

On peut être bien tenté de s'attacher et de pratiquer une culture qui se conforme à certaines normes, lois et valeurs. Cependant, protéger les intérêts de sa propre tribu pourrait aboutir à l'injustice, à l'égoïsme, à la discrimination, au chantage et aux guerres. Les conflits sont causés par la concurrence et la lutte pour la suprématie. Le tribalisme peut aussi affecter la religion négativement. En effet, certaines pratiques comme les sacrifices humains et les mutilations sexuelles, parmi tant d'autres sont négatives. Dans certains pays, il est fréquent de voir des congrégations se former sur des bases tribales. Les langues africaines ne sont pas prohibées dans les églises ; cependant, si une langue domine les autres, certains fidèles seront privés de leur droit d'adorer et ainsi le corps de Christ sera divisé.

Malgré sa mauvaise utilisation, l'ethnicité peut finalement jouer un rôle important dans la recherche de la paix. L'ethnicité peut augmenter les chances de la paix si l'amour du prochain est pratiqué entre les différentes ethnies juste comme c'est le cas des individus d'une même tribu (ou ethnie). Si les mariages inter-ethniques sont encouragés, ils deviendront un moyen d'échanges inter-culturels et de ce fait, ils aideront à tisser de nouvelles relations. Sur le plan économique, chaque tribu jouit de certains avantages, en ce qui concerne la distribution des ressources qui peuvent servir la base à la spécialisation et à la complémentarité.

# Le Dossier

## DEMOCRATIE ET INSTAURATION DE LA PAIX

### Le chemin démocratique des associations

**L**e Cameroun a retrouvé, peut-on dire dans les années 1990, l'état de grâce après trente ans de restrictions des libertés publiques vissées par la sclérotisée ordonnance de 1967. Quelles leçons avons-nous apprises depuis cette bonne quinzaine d'années de liberté d'association?

Certes, la loi 90/053 qui régit les associations aujourd'hui appartient à une cuvée de lois des années chaudes 1990-91 que d'aucuns qualifient de lois liberticides, en ce qu'elles ont souvent récupéré d'une main ce que le parlement monopartiste nous a donné de l'autre ! Mais aujourd'hui, il s'est confirmé que la réunion des forces sociales est un pouvoir, une ressource. C'est pourquoi au lieu d'être l'exception, la tendance à la restriction de ce pouvoir par l'administration tend souvent à être la règle si on n'y prend pas garde. Le législateur a fait la part des choses entre le pouvoir des associations et les associations de pouvoirs (les partis politiques, loi 90/052) Toute confusion de registre peut s'avérer préjudiciable, aux gouvernés comme aux gouvernants!

La première leçon de la vie associative retrouvée est la suivante : la visibilité d'une position leader confère au membre du bureau de l'association notoriété, prestige, représentativité et une influence sur le front commun formé par le groupe. Mais l'association ne saurait être réduite à un tremplin pour capter le pouvoir politique ou des financements.

La seconde leçon apprise de la vie associative est que l'union ne fait pas la force à n'importe quelles conditions ! C'est à

condition que le même rêve et la même détermination habitent les membres - d'où le nom familier de Cops, Asso, Complice entre membres d'une association - l'union fait la force à condition que soit apportée la part de chaque membre dans le panier commun au moment convenu (les contributions, la présence assidue aux réunions avec apport d'idées, la participation sans procuration aux

activités du groupe) Et à condition qu'au finish se partagent proportionnellement à la mise de chaque membre dans le panier les fruits qui en résultent. Sans bagarre ni rancune ni récrimination. Il en découle une formidable dynamique d'intégration affective en même temps productive d'identité sociale.

La troisième leçon c'est que l'association est le premier haut lieu d'apprentissage pratique de la démocratie : aujourd'hui nos associations sont exposées aux dérives de la petite dictature de maints présidents ou de ceux qui « sponsorisent » : d'où le peu de prise en compte des points de vue et des intérêts des autres, les simples membres, les femmes, les jeunes, les «petits» qui pourtant forment la majorité. Très peu de mécanismes de contrôle de l'emploi des ressources jouent réellement dans maints

associations où le commissaire aux comptes est confondu à un gèneur ou un figurant ; il est mentionné dans la composition du bureau pour faire bien, par snobisme.

Au plan national, nous avons appris combien ces initiatives de regroupements populaires locaux peuvent influencer localement le développement durable :

**Les associations sont des forces sociales sans frontières ; elles ont la possibilité de promouvoir les intérêts liés au développement durable en se positionnant dans le système international d'aide au développement.**

ils apportent un appui efficace à l'épargne et à l'autofinancement des communautés. De par leur meilleure compréhension des traditions locales, les associations sont mieux placées que les agents venus de l'extérieur pour servir d'intermédiaire à

l'administration. Elles ont comme autre rôle de faciliter l'identification et la résolution des diverses difficultés d'un développement impulsé localement en vue de l'auto-amélioration des gens du terroir. Elles facilitent les processus de mobilisation des masses et de gestion des facteurs de stress et de conflits.

Les associations sont des vecteurs des changements de comportements et d'attitudes, au sein des communautés et leur contact avec la masse localement peut

faciliter l'adhésion aux politiques de développement national, tout en renforçant le rôle indéniable du processus étatique dans ce développement ainsi que la collaboration avec des ONG étrangères.

Avec la mondialisation, le rôle des associations déborde les frontières nationales : grâce à leur appartenance à la société civile et au jeu des alliances stratégiques qui sont possibles dans la société civile internationale. Sur ce plan, les associations sont des forces sociales sans frontières ; elles ont la possibilité de promouvoir les intérêts liés au développement durable en se positionnant dans le système international d'aide au développement : par leur collaboration par exemple avec les opérateurs tels que "Le Fair Trade Movement, l'Heritage Seed Scheme, l'Autre Sommet Economique, le Réseau de la Crise de l'Endettement, AGIR ICI, etc..."; d'où le rôle important des organismes d'appui local au Développement pour le renforcement des capacités des associations. L'individu est venu au groupe le jour où il a découvert que tel groupe permet de résoudre mieux ses problèmes de vie et de survie que lui-même tout seul. Au cas contraire, l'individu quitte le groupe.

Mais en définitive, les associations ont de beaux jours devant elles car un seul bras ne grimpe pas à l'arbre, une seule main n'attache pas le colis, une main lave l'autre et ne peut pas se laver toute seule. Et grâce à la mondialisation, la possibilité est là de rejoindre la force sociale sœur d'au-delà des frontières pour un rendez-vous du donner et du recevoir. Onestensemble.

## Revaloriser les droits à travers les cultures du terroir: Un défi à relever par la société civile

**L**es Camerounais sont accablés par de nombreux défis, tant au plan politique que socio-culturel. Parmi ceux-ci, la lutte pour la survie n'est pas des moindres. Cette lutte se double souvent pour les populations de l'arrière pays, par divers abus des autorités locales qu'elles soient politiques, administratives ou traditionnelles.

L'éloignement des centres urbains, où se joue l'essentiel du pouvoir est parfois prétexte à l'abandon par l'Etat, de ses pouvoirs régaliens. Aussi se crée-t-il des zones de non droits, de véritables « no man's land » juridique où les pouvoirs de coercition légaux sont dilués par la prééminence de potentats locaux qui, au nom d'une quelconque légitimité féodale, règne en maître sur des populations qualifiées de «sujets». Certains y vont au point de porter atteinte au droit d'aller et de venir en entretenant des prisons privées reconnues tolérées

par les autorités administratives.

Ailleurs, c'est des bandes armées qui mettent des villages entiers, ainsi que de grands axes routiers en coupes réglées, semant morts et désolation sur leur passage. Partout, l'insécurité règne maître, du fait d'un chômage que l'on dit endémique.

Il faut dire que le cloisonnement social qui caractérise les zones rurales de notre pays, l'abandon de celles-ci par les pouvoirs publics et, pire, par la société civile, est l'un des principaux freins à l'épanouissement social. Heureusement, tout n'est pas si noir dans ce tableau de désolation. Quelques éclaircis existent et suscitent de l'espoir. Ainsi en est-il de l'initiative du SeP qui s'est engagé dans la formation des paras juristes. Mais celle-ci est encore limitée dans les zones de conflits entre populations de différentes communautés. On pourrait tout

aussi bien citer les commissions justice et paix de la Conférence Episcopale Nationale. Dans les zones rurales, son impact est encore faible et sa visibilité insuffisante pour dresser un quelconque bilan.

Pourtant, les champs de droits bafoués au quotidien tant dans les zones urbaines que rurales sont larges et devraient interpeller la société civile camerounaise toute entière. Ainsi en va-t-il des questions liées à la propriété, des violences liées au genre, d'abandon d'enfants, des problèmes de succession...qui sont le lot quotidien du monde rural. La plupart du temps, les tribunaux peinent à apporter des solutions durables à ces questions du fait des coûts élevés des procédures pour ces populations généralement pauvres, de l'analphabétisme généralisé mais aussi, de l'inadaptation de ces tribunaux aux us et coutumes locales. Point n'est besoin de

signaler que l'Africain préfère l'arbre à palabres sous laquelle toute la famille se réunit plutôt que d'avoir à faire face à une machine froide et implacable dont la maîtrise des rouages est déjà suffisamment complexe y compris pour des initiés que sont les magistrats et les avocats.

Aussi, semble-t-il important pour la société civile d'investir les zones rurales, et d'y créer des structures de négociation, de concertation et de consensus en matière de médiation et de gestion des conflits qui tiennent compte des coutumes locales. Il pourrait s'agir, dans un premier temps :

- d'identifier de manière participative les démarches et stratégies populaires de gestion de conflits dans la contrée
- d'analyser leur pertinence au regard des cas de violations de droits les plus récurrents auquel la sphère sociale fait face

- d'évaluer leur faisabilité dans le champ social concerné
- De lever les obstacles susceptibles de les faire échouer ou d'en atténuer les effets sur la résolution des conflits ou sur la société en général

Il s'agit là, on s'en doute, d'un vaste champ de réflexion et d'action sur lequel la société camerounaise devrait s'engager afin de susciter l'émergence d'une véritable paix des cœurs et des esprits. Il s'agit aussi de redonner sens et vie à nos cultures si souvent bafouées, alors qu'elles regorgent en leur sein, des ferments régulateurs de paix, source de concorde. Une véritable recherche-action devrait être initiée dans ce sens afin de déboucher sur une réappropriation de nos valeurs dans le cadre de la mise sur pied de nouveaux consensus sociaux qui préservent la dignité des pauvres tout en revalorisant les nantis.

# Le Dossier

## DEMOCRATIE ET INSTAURATION DE LA PAIX

### Les élections: Sources de conflit

#### Inscriptions sur les listes électorales : Silence... On Triche ?

Les inscriptions sur les listes électorales ont toujours été un sujet à controverses, tout au long de diverses consultations qu'a connu notre pays. Accusations et contre-accusations pleuvent, surtout en année électorale. Pourtant, les citoyens, les pouvoirs publics, les partis politiques etc, devraient mettre à profit les années ordinaires, années d'accalmie par excellence, parce que aucune élection n'est envisagée, pour rouvrir la boîte à pandore que constitue les inscriptions sur les listes électorales, afin d'améliorer le processus. Or à ce jour, il n'en est rien. Les mêmes causes vont-elles produire les mêmes effets lors des consultations à venir ?

Nous sommes au mois d'octobre, à deux mois de la fin d'année 2005. Et pourtant, le gratin politique, le

ministère en charge des opérations électorales, les partis politiques, etc vaquent normalement à leurs occupations. Nul ne se préoccupe des inscriptions sur les listes électorales, listes nécessaires dans les prochaines consultations. Ces listes sont d'autant plus nécessaires que personne, dans notre pays, en dehors du chef de l'Etat, ne peut connaître avec exactitude, le calendrier électoral. Tout un chacun connaît par ailleurs l'importance que revêtent ces consultations électorales pour la cohésion sociale et la gouvernance.

D'après la loi 97/006 du 10 janvier 1997, la liste électorale est permanente. Elle doit cependant être mise à jour, chaque année, pour tenir compte des variations de la population (décès, majorité, changements

d'habitations...) Il est alors procédé à la révision des listes et, en cas de nécessité, à la refonte, c'est-à-dire à la confection des listes nouvelles, sans tenir compte des anciennes. Désormais, d'après la loi, la révision et/ou la refonte des listes devrait se faire sans interruption du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre de chaque année.

Or, rendu sur le terrain, tout observateur peut constater que les partis politiques sont en vacances. Les commissions mixtes de révision et/ou de refonte ne sont pas convoqués. Les médias sont en berne. C'est le calme plat. Et pourtant, pourtant, le nombre d'inscrits sur le fichier électoral camerounais pose problème et suscite bien de malentendus. En effet, le rapport général de l'ONEL sur les élections législatives et municipales de

2002 affirme que de plus de 4,5 millions d'électeurs lors des consultations électorales de 1992, on est passé à moins de 3 millions en 1997 pour une population estimée à près de 15 millions d'habitants. D'après ledit rapport, « un tel chiffre apparaît "invraisemblable". En tout cas, il a fait pousser des cris d'indignation à tous les observateurs en 1997 et constitue manifestement un terrain fertile pour les rumeurs de fraude électorale des partis politiques, en même temps qu'il hypothèque, dans une grande mesure, la crédibilité de notre système électoral. » Aujourd'hui, bien que ce chiffre ait également évolué par rapport à 1992, l'ONEL affirme qu'il est toujours en deçà par rapport aux standards internationaux.

#### Les urnes en horreur

Les raisons du désintérêt des électeurs sont multiples. Au-delà du fait que les commissions de révision ou de refonte des listes ne sont pas fonctionnelles, que les mairies et le MINTAD s'occupent de leur train train quotidien, il y a le fait que les électeurs ne se bousculent pas beaucoup pour s'inscrire, notamment ceux qui le font pour la première fois. De même, ceux qui changent de résidence n'estiment pas nécessaire de s'inscrire dans leur nouvelle circonscription électorale.

Les causes imputables à une telle situation sont multiples. Une bonne frange des électeurs ont mal au système électoral camerounais et pensent qu'il manque de crédibilité. L'absence de culture politique est aussi un facteur important. Le Cameroun est une jeune démocratie, et l'Etat ne met pas beaucoup d'importance sur l'éducation au droit et à la citoyenneté. En conséquence, la vie politique apparaît

comme une jungle où tous les coups sont permis. Les partis politiques, les autorités administratives ainsi que les élites, se débrouillent à qui mieux mieux, pour tirer leur épingle du jeu.

Les formations politiques, surtout celles de l'opposition, se présentent alors à l'opinion en victime expiatoire, alors qu'elles ont une très grande responsabilité dans l'éducation politique de leur militant. Or, pour l'heure, c'est le silence radio. En année électorale, c'est parfois, après que les listes aient été closes et alors que le corps électoral est convoqué qu'ils ruent dans les brancards pour collecter les pièces d'identité de leurs membres, aux fins d'inscriptions. Trop tard, affirment alors les autorités administratives. Ces partis politiques crient scandale, parce que dans le même temps, ces administrateurs, qui leur déniaient le droit de faire enregistrer leurs adhérents ne se privent pas de répertoire et d'inscrire les

militants du parti au pouvoir. Il faut dire que ces administrateurs subissent pressions, chantages et menaces de la part des élites, souvent hauts placés qui sont elles-mêmes candidates ou qui parrainent un poulain. Le carriérisme aidant, les administrateurs locaux se laissent alors aller à la corruption morale, parfois matérielle, ainsi qu'au trafic d'influence.

Conséquences : certaines personnes se retrouvent inscrites plusieurs fois volontairement ou involontairement. Ainsi, dans une circonscription, une même personne se retrouve inscrite sur plusieurs listes, dans plusieurs quartiers et parfois dans le même bureau de vote, sous plusieurs noms ou sous le même nom, toute chose proscrite par la loi. De telles pratiques mettent en porte-à-faux l'estimation du corps électoral, le taux de participation au scrutin, et faussent le jeu politique.

#### Le trafic des élites

Souvent, c'est la situation inverse qui se produit : des personnes qui se croyaient régulièrement inscrites, ne retrouvent pas leurs noms sur les listes le jour du scrutin et sont contraintes de rebrousser chemin sans avoir accompli leur devoir électoral. C'est une frustration que tout citoyen soucieux de son droit inaliénable de bâtir le destin de son pays n'est pas prêt d'accepter.

Pour faire face à ces situations graves, et toutes préjudiciables à la paix sociale, chaque acteur devrait prendre ses responsabilités et balayer devant sa propre case. Les autorités administratives et municipales doivent faire fonctionner les commissions électorales à plein temps et à plein régime et s'abstenir de d'inscrire les électeurs en catimini. Les élites devraient respecter le

pouvoir des administrateurs de la Territoriale qui devrait agir en toute circonstances uniquement comme des facilitateurs neutres du processus électoral. Les candidats devraient cesser d'acheter les consciences. Les partis politiques devraient mieux s'atteler à la formation citoyenne de leurs militants. Les électeurs enfin, devraient savoir que le pouvoir se trouve au bout du bulletin de vote et que leurs voix comptent.

Toutes ces conditions il est vrai, ne pourrait générer de processus électoral fiable que si le système est transparent d'un bout à l'autre de la chaîne. Serait-ce désormais le cas ? Bien malin qui pourrait répondre à une telle préoccupation, tant les acteurs, pour l'heure, laissent croire qu'il n'y a pas... match.

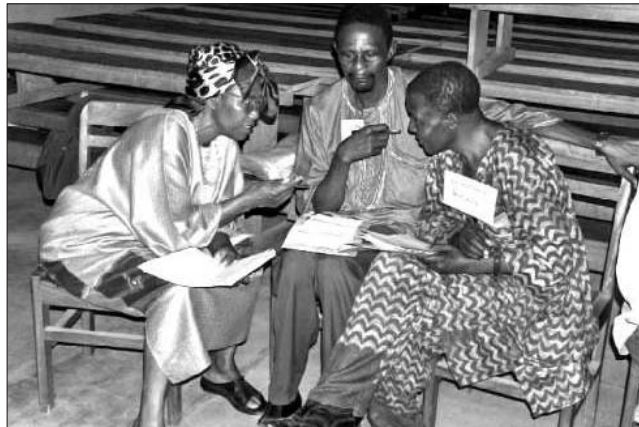
# Le Dossier DEMOCRATIE ET INSTAURATION DE LA PAIX

## Cameroonian Woman and Political Empowerment: Marginalisation or Challenge?

In line with activities to mark the United Nations Day for Women's Rights and International Peace, the North West and West Regional Office of the Ecumenical Service for Peace in collaboration with the North West Provincial delegation of the Ministry of Women's Empowerment and Family organised a panel discussion on the theme, "The Cameroonian Woman and Political Empowerment: Marginalisation or Challenge?"

took part in the discussion.

What does a woman understand by politics? Through this question, the panellists sought to bring out the hidden concepts behind politics, what it takes to be in politics, when to practice politics, and what a woman should know about politics. It was realised that most women see politics as a thing for men and a party issue and are ignorant about the fact that even at home there is politics. Contributions from the panellists



Women also have a say in the society

The choice of the topic was motivated by a survey which the Ecumenical Service for Peace carried out on this very important but contentious topic of Women Empowerment. The conclusions of the analysis pointed to the fact that women seem to understand empowerment to mean Social and Economic empowerment. Political empowerment is not yet a main concern to the Cameroonian woman. There is therefore an urgent need for the woman to be sensitised on the need for her to also focus on political empowerment which has the power to break some of the barriers that hold the woman behind.

This is very important today as Cameroon is progressively getting democratised and democracy is a game of numbers. With women representing over 52% of the population of Cameroon, their ability to form and sustain groups, they can easily get organised and vote themselves into decision making positions in this Country.

The objectives of the panel was to sensitise the Cameroonian woman on the need for political empowerment and to establish a road map for the political empowerment of the Cameroonian woman.

The panellists selected on the basis of their enormous experience in the fields of gender, empowerment and politics answered to questions linked to the various issues such as the problem, the obstacles to women empowerment and the way forward. Some 250 women and 25 men

on the meaning of politics could be summarised as follows:

- Politics means influencing policy and taking decisions.
- Participation in decisions that affect our lives,
- Politics requires the participation of everybody so as to partake in development.
- Politics needs participation, tolerance, love for other people

As such women should not see politics as exclusively for men. If it is dirty as thought by women, they should get involved in order to clean it.

In order to push the discussion further, the moderators wanted to know whether people could be politically minded and belong to apolitical groups. This was intended to clear the misconception about party politics and politics.

The panellists took time to share their ideas and clear the obscurity that surrounds the notion and practice of politics. It was observed that there was a lack of magnanimity by women on political issues. They are very often unable to shift from one idea to another and very often let their political backgrounds and ideas influence the handling of issues of common concern.

Woman were seen to possess an unbeatable political strength as opposed to men because they seemingly are more organised than the men but are unaware of this powers. Since they are not aware of their political weight, some political parties in order to get woman into active politics have devised the quota system in which case women are reserved 30%, share in party and government. Unfortunately, it was discovered that this is not even respected.

## Domestic Violence in Cameroon

Domestic violence in Cameroon is a common phenomenon in most families today. Before, domestic violence was mostly due to the effects on men who have witnessed and perpetrated violence during war, who seem to continually act violently to their families. Even though some people believe that it is not the experience of conflict but the culture of violence and masculinity that permeates military forces that causes soldiers to be violent in civilian life. However, in Cameroon today, most situations of domestic violence are as a result of lack of jobs, shelter, poverty, basic services, etc., thus leading to problems like incest, rape and suicide.

Women are seen to be the highest group affected. Due to poverty, most men turn to be very irresponsible, violent, etc. Statistics show that, in families where a man is jobless, he is usually violent, especially towards his wife, because he takes his joblessness as an abuse to his male ego.

Women sometimes suffer domestic violence, not only through beatings, but also through rape. Mostly, even though already married, are constantly being raped by their husbands. This is because they are most often forced into sexual intercourse even when their husbands do not mentally prepare them.

Although in some tribes in Cameroon domestic violence is seen as some of the methods to prove love for one another, it can be very dangerous and have several repercussions especially on the woman. If societal norms and ethics are respected, and also methods of resolving domestic conflicts such as using the creative response method, where problems are transformed into creative opportunities, empathy and willingness to resolve disputes are involved, this problem can be redressed. But most importantly their wives, then domestic violence will be eliminated and family life or marital life will be the dream come true for Cameroonian women.

## The Effects of Ethnic Conflicts on Health and Well Being

Ethnic conflicts though not too common in Cameroon are problems that have to be redressed, especially in the interior. The exact number of deaths and injuries caused by ethnic conflicts are unknown, since chaotic conflict situations make it difficult, if not impossible to monitor death and injury rates. These repercussions most often than not, result to severe damages to health services since health facilities and personnel may become targets.

Women and children are often exposed to these dangers especially if they are primarily responsible for gathering fuel or water.

Many people ignore the mental stress ethnic conflicts cause. In some cases, ethnic conflicts traumatize both parties at war on daily basis, and sometimes for the rest of their lives. People's response to mental stress after ethnic conflicts differ according to the level and types of violence they experience, their cultural interpretations of the conflict, yet it is increasingly clear that if left untreated, the psychological impact of war can severely diminish the quality of live and even threaten a whole society.

Malnutrition and other reproductive health difficulties may also result due to ethnic conflicts. Famine and the resulting malnutrition and diseases usually kill thousands of inhabitants. Women's reproductive health problems in situations of conflict may range from having no sanitary supplies for menstruation, to life threatening pregnancy-related conditions from lack of birth control to the effects of sexual violence. This may lead to unwanted pregnancies, which in any circumstance can be particularly stressful for those who are displaced and separated from their families and homes. In Cameroon, rape is

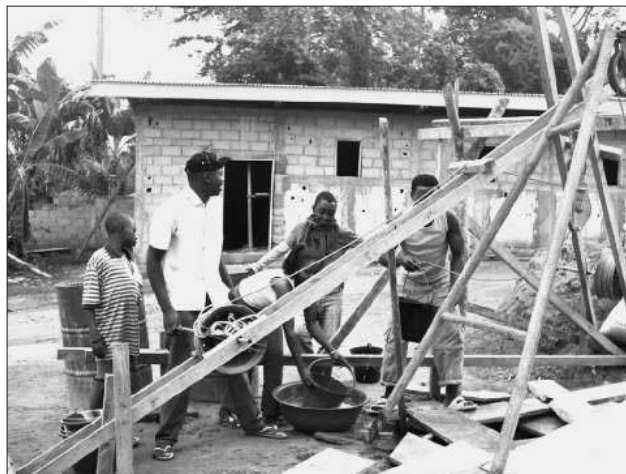
such a stigma that many women resort to abortion when this happens to them. This is to prevent their families and others from knowing that they had been raped.

In times of ethnic conflicts, teenager pregnancy is rampant, as young girls become particularly victims of sexual exploitation. This doubtlessly leads to sexually transmissible diseases and infections.

Some Cameroonians are victims of segregation as a results of an inter marriage with someone from an ethnic group other than his. This sometimes affects their psychology and wellbeing. Tribes that are known for frequent ethnic conflicts always have an effect on the youths of that area especially as they too turn to hate themselves in future. Furthermore, immigration results from ethnic conflicts and this do not only affect parents and adults. It also affects the youths as it destabilizes households and contributes to the obliteration the cultural heritage.

However, if sufficient funds, safe drinking water, protection from violence, basic primary and reproductive health care and psychosocial support could be given during ethnic conflicts, the effects on health and wellbeing will be reduced. Generally, The knowledge and the tools exist to protect health even in complex emergencies but is there a political will for that? There should be guidelines for psychosocial counselling, for providing reproductive health services, for ensuring safety in camp situations, for gender aware food distribution. But these services and protection arrangements still remain the exception, not the norm. So, the sole alternative to prevent this unappetising situation is by avoiding conflicts and learning how to peacefully resolve conflicts whenever they emerge.

## JEUNES ET REDUCTION DE LA PAUVRETE : L'EXPERIENCE DE L'ASSEJA



**L**es jeunes peuvent contribuer à la réduction de la pauvreté. L'Association Enfants, Jeunes et Avenir membre du DSRP-Jeunesse du Service académique pour la Paix l'a compris. Elle développe des projets dans ce sens.

Lutte contre la pauvreté et DSRP sont les leitmotivs de l'action gouvernementale actuellement au Cameroun. L'Association Enfants, Jeunes et Avenir n'a pas attendu ce mot d'ordre pour travailler en faveur des

jeunes. Depuis 1994, l'ASSEJA œuvre pour la promotion des jeunes. Son érection en ONG 10 ans plus tard diversifie ses activités et les étend à Bertoua et Nyom, bien au delà de Yaoundé, sa zone d'intervention d'origine.

### Sortir de la rue...

Dans le cadre de son projet d'Appui aux Enfants de la Rue de Yaoundé, l'ASSEJA éduque et forme les jeunes à la pratique d'un métier. Plus de 300 enfants ont été formés

depuis 1994. Tous les 3 ans, 40 nouveaux enfants sont sortis des rues, éduqués et formés dans un apprentissage. Couturiers, coiffeurs, menuisiers, mécaniciens, ... ils le sont déjà et le deviendront encore. En effet, depuis janvier 2003, début de la phase triennale actuelle, 43 jeunes ont été retenus dans le processus de réinsertion sociale. 24 d'entre eux ont terminé leur apprentissage et exercent leur métier dans divers ateliers de la ville. Les 19 autres sont placés dans les ateliers productifs d'apprentissage de l'ASSEJA ou chez des chefs d'ateliers à qui ASSEJA paie les frais d'apprentissage.

### ...se développer...

La formation n'a pas de sens sans insertion professionnelle. Consciente de cette réalité, l'ASSEJA a mis sur pied en 2003 le projet d'Appui aux Groupes Vulnérables et au Développement Local urbain. AGVDEL couvre les villes de Yaoundé, Bertoua et la localité de Nyom et accompagne les jeunes formés ainsi que les groupes des quartiers défavorisés dans l'amélioration de leurs conditions de vie. En renforçant leurs capacités organisationnelles, l'ASSEJA permet à ses jeunes d'ouvrir leurs propres ateliers et de former d'autres enfants de la rue, créant ainsi une chaîne de solidarité. L'ONG accompagne les groupes vulnérables dans la mise en place des activités génératrices de revenus. AGVDEL a permis de former 35 jeunes à Yaoundé et de placer 23 en apprentissage à Bertoua. 36 GICs ont été constitués dans 12 secteurs d'activités et l'ASSEJA leur donne diverses formations

visant à mieux les organiser. D'autres groupes retenus dans le programme ICOGESPUR (programme d'Appui aux Initiatives Communautaires et à la Gestion Participative Urbaine au Cameroun) bénéficient d'un appui pour l'obtention de micro crédits de développement.

### ...et partager.

Parce que l'enfant est l'adulte de demain, l'ASSEJA lui donne une formation intégrale à travers des causeries éducatives, des séances d'éducation ou même d'alphabétisation. Des actions sont menées pour améliorer son cadre de vie (réinsertion en famille, frais de logement, soins de santé) et de travail (orientation professionnelle, frais d'apprentissage). L'on ne saurait oublier l'accompagnement des jeunes et des groupes dans le montage des projets générateurs de revenus et le renforcement de leurs capacités. « Promouvoir un développement économique et social avec et pour les jeunes » c'est le message que l'ASSEJA diffuse dans les visites de sensibilisation aux enfants et aux parents. D'autres actions comme l'organisation de journées culturelles et la publication du bulletin d'information « Jeun'Action Développement » plaident pour le changement des comportements en développant des thèmes comme la parenté responsable, les IST/SIDA, le développement communautaire. L'ASSEJA fait partie de nombreux réseaux d'ONGs et travaille avec d'autres organisations dans d'autres projets pour que sa vision « avoir des villes où la plupart des problèmes sociaux sont résolus » prenne corps.

## International Youths Day at SeP

“World Programme Action for Youths+10 Making Commitments Matter” was the theme of the 6<sup>th</sup> International Youths Day. Commemorating activities marking this event were felt both at the international and national levels. At the national level, the Ecumenical Service for Peace (SeP) through the project **Youths and Poverty Reduction Strategy Paper (PRSP)** organised a seminar on Saturday August 13<sup>th</sup> 2005 at its premises on the theme: “Participatory Follow-up of Public Policies by Youths”. The main objectives of the seminar were to raise the awareness of young men and women on the importance of having the human, intellectual and institutional capacities to critically follow up the country's public policies, at presenting to the youths a concrete example of the follow-up of a public policy and lastly, it was aimed at empowering young men and women to actively, effectively and efficiently participate in the decision making process on issues that concern them.

Three communications were being delivered on this day. The first was aimed at bringing out the generalities and necessary requirements as far as the follow-up of public policies are concerned. In this light, Mr Touyem, co-coordinator of the youth's project brought the definitions and fundamentals of a follow-up but most especially highlighted on the role of the civil society in the follow-up and evaluation of development projects. Here, he said the role of the civil society is that of promoting the participatory approach in the elaboration, planning and execution of public policies as a guarantee to good governance. This then led participants in group works where they were asked to bring out the strength and weaknesses of their associations in terms of the follow-up of public policies. The outcomes of this group work can be summarised into three topics (Institutional, Human, and Operational) embodying both

the forces and weaknesses as required by the term of reference. Struggle for leadership, conflict of interest and the lack of necessary resources to efficiently follow-up a public policy were depicted at the level of the associations operational weaknesses. They pointed out at the level of the forces that, they now have a cheap access to information and communication technology that facilitates their work, they have a high capacity to influence since they (youths) constitute more than half the population of the country.

Mr Duleix Kuenzob (Programme Director of SeP) took the floor at the second phase of the programme to enrich the youths with a concrete example of an independent follow-up of a public policy. The discussion he led was focused on his experience in the follow-up of the Chad-Cameroon pipeline project. His exposé came at the right moment since it concretised the participants understanding of the follow-up of a public policy as he brought out their methodology, the characteristics of an independent follow-up, the lessons they learned in the process, the difficulties they encountered, etc. etc. The end of his exposé marked the beginning of the last communication of the day based on Youths and the culture of Non-violence. Here Mr Mboh Fabien tried to demonstrate how possible it is for young men and women to adopt a non-violent way of life by inspiring themselves from the deeds of an apostle of Non-violence, the “Mahatma” Gandhi.

To culminate this day, the young participants addressed short messages on a banner brought from Germany by Claudia Kaiser (project coordinator) that carried the inscriptions “DEINE STIMME GEGEN ARMUT” meaning Your Voice Against Poverty to one of the G8 leaders Gerhard Schröder - the then German chancellor. One of these messages is “the claws of poverty are becoming sharper and longer than our



vision. Let youths and adults work hand in hand to get rid of the dehumanising and gnawing effects of poverty so that we shall all rejoice when poverty shall become history”. This banner is part of the Millennium Campaign (voices against poverty) aimed at inspiring, informing and encouraging peoples involvement and actions for the realisation of the Millennium Development Goals. Note should be taken that the Millennium Campaign is an initiative of the United Nations. More information on this Campaign can be seen in the web site: [www.millenniumcampaign.org](http://www.millenniumcampaign.org)

Aiming that poverty shall become history by 2015, SeP and its partners (GTZ) through the project Youths and PRSP, continue to arm youths associations with capacities that help them to ameliorate the 15 youths priority sectors (Education, Employment, Hunger

and Poverty, Health, Environment, Drug Abuse, Juvenile Delinquency, Leisure-Time Activities, Girls and Young Women, Full and Effective Participation, Globalisation, Information and Communication Technology, HIV/AIDS, Youths and Conflict Prevention, and Intergenerational Relations) identified ten years ago by the UN.

Existing since November 2004, the project **Youths and PRSP** that aims at involving young men and women in the implementation phase of the PRSP, has gone a long way in creating networks of youth associations in four of the ten provinces in Cameroon notably; West, North West, South West and Littoral. The project will run till 2006 and one of the end points will be the elaboration of a Memorandum of youth's recommendations on poverty reduction in Cameroon.

## Campagne contre la violence: Femmes et enfants en avant-garde

Entre le bonheur et l'amour, la femme est le maillon le plus important de la société et de la famille mais celle-ci est constamment prise à partie par l'homme qui exerce sur elle des violences qui se traduisent sous différentes formes.

Ces violences qui sont très dangereuses pour son équilibre, sa famille, pour la société toute entière concourent à déstabiliser la cohabitation et la paix entre les créatures divines et de nos jours même l'Eglise n'en n'est point épargnée. Pour dire stop à tout cela, une vingtaine de femmes représentant les associations des femmes chrétiennes de l'Eglise Evangélique du Cameroun, l'Eglise Presbytérienne du Cameroun, la Presbyterian Church in Cameroun, l'Union des Eglises Baptistes du Cameroun et Young Women Christian Association, se sont retrouvées sur invitation du Service Oecuménique pour la Paix à un week-end de formation accélérée des femmes chrétiennes du vendredi 27 au samedi 28 mai 2005 aux méthodes et techniques de prévention et de lutte contre les violences faites aux femmes.

Cet atelier avait pour objectif global de mobiliser et sensibiliser les femmes chrétiennes en vue d'une réflexion et

prise de conscience suffisante pour leur implication effective dans la lutte contre les violences qui les sont faites.

Placé sous l'encadrement pédagogique de Monsieur Chrispo Nzombou coordonnateur de l'antenne Centre/Sud/Est du SeP qu'assistaient Mesdames Cécilia Creppy, Rosaline Kenne et du stagiaire Hilarion Fotsing, l'atelier comme l'avait si bien précisé le coordonnateur devait de manière spécifique susciter et promouvoir l'implication de la femme dans la mise en



L'un des groupes de travail pendant l'atelier. Informer et former d'autres femmes

œuvre des actions de lutte contre les violences, explorer les pistes bibliques pour lutter contre les violences, former des animatrices de femmes sur les questions de violence et qu'au terme de ces deux jours de travaux, chaque participante devrait être capable d'identifier les formes de violences,

analyser les causes profondes et les conséquences des violences, concevoir et entreprendre une action contre les violences, animer une session sur les questions de violences faites aux femmes. C'est avec une méthode de présentation très particulière que les femmes ont débuté. Elles ne s'appelaient plus par leur nom mais par des noms tirés de la première lettre de l'un des noms qu'elles portent habituellement. Ainsi on pouvait retrouver au lieu de Chrispo plutôt Concliant et bien d'autres encore, avec une méthode de travail globalement participative avec un libre choix à chaque facilitateur dans la diffusion de son enseignement, des phases de jeu pour permettre une bonne compréhension étaient proposés aux mamans présentes.

Au terme de cette session de formation les femmes présentes, en plus d'avoir été suffisamment armées sur les méthodes et techniques de prévention et de lutte contre les violences

faites aux femmes, ont reçu des mains des responsables du SeP des attestations de formation, avec l'espoir qu'elles pourront et sauront transmettre avec brio les connaissances acquises aux autres femmes qui souffrent encore de ces violences dans leur foyer du fait de l'ignorance.

## Les enfants aussi disent non à la violence

« L'enfant doit comprendre que la violence n'est pas une méthode à adopter, il faut qu'il cultive en lui le sens de la non-violence et de l'amour de son prochain. »

C'est par ces mots que Cécilia CREPPY a clôturé la causerie éducative qui a duré près de trois heures dans le DESMOND TUTU HALL du Service Oecuménique pour la Paix. Ce mardi 14 juin 2005, cette salle rassemblait les enfants du culte d'enfant de la Paroisse EEC de Melen en prélude à la journée de l'enfant africain.

Cette causerie éducative qui avait pour thème « L'enfant dit non à toute forme de violence » était l'occasion pour les enfants de s'imprégner des réalités qui ont trait à l'utilisation de la violence par les hommes dans la société. A travers une projection cinématographique sur les mines antipersonnel en Casamance et un jeu de questions-réponses, la centaine d'enfants qu'accueillait une vingtaine de moniteurs ont appris avec l'aide de Claudia kaiser, Cécilia Creppy et Michel Fokou, les avantages qu'ils peuvent tirer dans la promotion de la non violence dans leur vie quotidienne. Les enfants ont également donné leur point de vue sur la violence et la paix, ce qu'ils ont ressentis après le visionnage du documentaire. Ils ont fait des propositions allant dans le but visé par cette causerie tel que : la solidarité entre les peuples, la promotion des actions non-violentes chez les enfants et dans les familles, en particulier les familles chrétiennes.

Pour montrer qu'ils ont bien assimilé les

enseignements et qu'ils pourront aisément les appliquer, les tout petits ont monté séance tenante une pièce de théâtre sur la non-violence.

Visiblement satisfait, des enseignements qu'ils ont reçus et de leur passage au SeP, les enfants ont émis le vœux que ce genre de rencontres en faveur des enfants et la lutte contre la violence se multiplient au maximum en direction d'autres enfants. L'espoir étant que s'ils sont bien formés, c'est la nation toute entière qui sera la principale bénéficiaire. La soirée s'est terminée par une prière dite par les enfants en faveur de la bonne marche du SeP et des Hommes qui y travaillent sans cesse et avec plein de joie et d'engagement pour la promotion de la paix au Cameroun et dans le monde.

Après la causerie éducative les enfants et les moniteurs donnent leur avis.

### Les moniteurs

**TCHIOFO MAGNIE APPOLONIE**  
Très intéressante la causerie, avec le thème choisi. J'ai trouvé que c'était une façon d'évaluer nos enfants dans la mise en pratique des enseignements que nous leur donnons sur la violence et l'amour du prochain tous les dimanches au culte d'enfant.

**LAMAGO MERLIN**  
Nous avons remarqués que les enfants étaient très intéressés par le thème, par leur participation à la causerie. L'objectif que nous visions en venant ici avec eux a

été atteint, il faudra aussi saluer le dynamisme des encadreurs du SeP qui ont très bien encadrés les enfants en montrant par des jeux le rôle sur la violence dans les familles.

**MONDO ANGELE VICTOIRE**  
L'accueil qui nous a été réservé était chaleureux, le cadre également est très beau. Les enfants et nous même avons beaucoup appris, car bien que nous débattons de ce thème avec les enfants, nous a été enseignés ici sur certains points d'ombres, tout cela dans une ambiance d'amour, de joie et de communion avec Dieu; ce qui donne une envie de revenir l'année prochaine avec plus d'enfants.

### Les enfants

**MOTSO FOTSO**  
La causerie était très captivante, concrète, afin de nous permettre de comprendre, ce que c'est que la violence, et comment nous autres enfants de Dieu pouvons la combattre. Je suis très satisfaite car j'ai élargi mes connaissances.

**GHOMSI MAURICE**  
Voir les jeunes et les plus petits se donner à ce qui est pur tel que la non-violence est un motif de satisfaction pour moi, et je reviendrai si j'ai l'occasion.

**MBOUTHIEU GRACE**  
Je suis très contente car j'ai appris plein de choses sur la violence et les méthodes de résolution des conflits; et je vais pouvoir les mettre en pratique à la maison et dans mon établissement.



Norbert KENNE Memorial Peace House, immeuble siège du Service Oecuménique pour la Paix

### Services disponibles

- Salle de conférence de 100 places
- Salle de conférence de 50 places
- Service d'accueil d'une capacité de 20 lits
- Vidéo-projecteur
- Rétro-projecteur
- Tableaux conférenciers
- Tableaux ZOPP
- Centre de documentation de plus de 300 livres
- Service de photocopie

NB: Cadre calme, sécurisé et retiré des bruits de la ville, approprié pour les conférences, les formations avec hébergement ou non (restauration sur demande), les retraites, etc.

Pour tout renseignement, contacter le Service Oecuménique pour la Paix (siège ou antennes):

- Antenne Adamaoua/Nord/Extrême-Nord basée à Garoua: BP 189 Garoua, Tél 227.29.65
- Antenne Littoral/Sud-Ouest basée à Douala: BP 5665 Douala, Tél 339.35.86 / 991.63.24
- Antenne Nord-Ouest/Ouest basée à Bamenda: BP 4030 Bamenda, Tél 336.23.85 / 773.60.68
- Antenne Centre/Sud/Est basée à Yaoundé (Immeuble siège)

## PEACE NEWS

Lettre périodique bilingue du Service Oecuménique pour la Paix (SeP)

B.P : 12214, Yaoundé - Cameroun  
**Siège: Norbert Kenne Memorial Peace House, Nsimeyong - Ydé**

Tél : (237) 231 20 05 / 231 20 06

Fax : (237) 231 22 55

E-mail: peace.humanus@camnet.cm

Publié en Français et en Anglais

### DIRECTEUR DE PUBLICATION

Rev. Dr. Emmanuel A. ANYAMBOD

### REDACTION

Dupleix KUENZOB

### COLLABORATION

Xavier ZINGUI  
Maurice TIENCHEU KAMENI  
ESONGABANG Olivia  
TIH Armstrong NTIABANG  
Teams from SeP's Branches

### MONTAGE ET EDITION

Michel FOKOU

### IMPRESSION

SAM COMMERCE & SERVICES  
Tel. 714 04 98 / 223 75 95 (D)